

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : Protocole Subsidiarité

Déposée par ~~Madame ou~~ Monsieur : Danny PIETERS

Qualité : ~~- Membre~~ - Suppléant

- 1) Rayer les ajouts « ou chaque chambre d'un Parlement national » et « ou chaque chambre d'un parlement national » dans le § 5.
 - 2) Rayer « ou par une chambre d'un Parlement national » à l'alinéa 1 du § 6.
 - 3) Remplacer le deuxième alinéa du § 6 « Les Parlements nationaux ...un vote », par le texte suivant :
« Chaque Etat Membre disposera de deux votes pour l'ensemble des chambres et assemblées parlementaires constituant des 'parlements nationaux' au sens du § 10 de ce Protocole. Chaque Etat Membre décidera souverainement d'après sa constitution de la manière dont la prise de décision concernant ces deux votes sera distribuée entre ses 'parlements nationaux' au sens du § 10 de ce Protocole. Il ne pourra être fait appel à des fraction de vote. »
 - 4) Rayer à l'alinéa 3 du § 6 : « et de leurs chambres »
 - 5) Rayer au §8 « ou dune chambre de celle-ci »
 - 6) Introduire un nouveau § à la fin du Protocole, à savoir :
« 10. La notion de Parlement national dans ce Protocole couvre tant les Parlements unicaméraux que chacune des chambre des Parlements bicaméraux. Elle couvre également les Parlements des entités fédérées des Etats Membres auxquelles la constitution de ces Etats a reconnu des compétences législatives autonomes. Le cas échéant, les Etats Membres transmettent à l'Union européenne, une liste des assemblées et chambres auxquelles une compétence législative autonome a été constitutionnellement attribuée au sein des Etats membres, ainsi qu'un inventaire des matières pour lesquelles les assemblées sont compétentes. »
-

Explication éventuelle :

Nous ne pouvons que répéter qu'il n'appartient pas à la Convention ni à l'Union européenne de modifier la répartition constitutionnelle des compétences entre les chambres d'un parlement ou celle qui existe, au sein de certains Etats membres, entre le niveau fédéral et le niveau des entités fédérées. Par conséquent toutes les assemblées parlementaires possédant une compétence législative qui est reconnue par la Constitution d'un Etat membre, doivent être traitées sur un pied d'égalité par l'Union européenne. Tout le texte du protocole a été rédigé comme s'il n'existait qu'un seul (véritable) parlement par Etat membre et que ces « véritables » parlements, par voie de conséquence, « établissent eux-mêmes les procédures internes en ce qui concerne la consultation de chambres différentes dans le cas d'un système bicaméral et/ou, là où cela est d'application, d'un système comportant des parlements régionaux qui ont une compétence législative. » Cette proposition peut constituer une atteinte à l'ordre constitutionnel interne de certains états membres et ne tient également pas suffisamment compte des réalités politiques qui peuvent apparaître. Illustrons-en l'une et l'autre. Il existe certains pays tels que la Belgique où la compétence législative des entités fédérées est juxtaposée à celle de la Fédération et dans lequel l'Etat fédéral n'a pas de compétence, et ce, même en ce qui concerne la dimension internationale, dans les domaines où les entités fédérées sont compétentes (comme par exemple : l'enseignement, la culture, etc.) C'est de cette façon que la Constitution belge répartit les compétences. Il est tout à fait inadéquat d'écrire que les parlements nationaux eux-mêmes peuvent, si cela est approprié, consulter les assemblées régionales à pouvoir législatif. Ce commentaire semble faire preuve d'un manque de connaissance de la manière dont certains états membres se sont constitutionnellement organisés ou d'un refus d'en tenir compte. Nous osons espérer que ni l'un ni l'autre soit la réalité. Affirmer que le parlement national doit consulter les parlements régionaux en ces matières – en ce qui concerne le contrôle du principe de subsidiarité - porte atteinte à la répartition constitutionnelle des compétences en :

1. attribuant quelque compétence en la matière au parlement national/fédéral ;
2. réduisant le rôle du parlement régional à un simple rôle consultatif.

Qu'il s'agisse des deux chambres d'un parlement fédéral ou de l'existence juxtaposée d'assemblées à divers niveaux, l'on ne peut également pas passer sous silence le fait que plusieurs parlements puissent connaître des majorités différentes. Il n'appartient pas à l'Union européenne d'intervenir dans un tel champ de tension politique en considérant une assemblée parlementaire comme interlocuteur privilégié de l'Union européenne et les autres comme des assemblées qu'il ne convient que de consulter.

En ce qui concerne l'information des parlements nationaux, nous sommes partisans d'une approche large. En cette matière, nous plaidons en faveur de l'insertion du considérant suivant: Il faut donc accepter qu'en ce qui concerne ce protocole, doivent être considérés comme parlements nationaux non seulement les parlements monocaméraux mais également, le cas échéant, chacune des deux chambres dans les systèmes législatifs bicaméraux, et ce tant au niveau des états qu'à celui des entités fédérées auxquelles les constitutions nationales ont attribué une compétence législative autonome.

Une approche analogue, large et sans restrictions, ne peut pas valoir sans plus pour le contrôle de la subsidiarité – et ce, entre autres, là où l'on accorde du poids à un tiers ou un quart des parlements nationaux. Nous croyons cependant qu'il n'appartient pas à l'Union de décider de la répartition des pouvoirs législatifs entre les chambres d'un parlement bicaméral ni entre les assemblées fédérales et celle des entités fédérées (régionales) d'un Etat Membre. C'est pourquoi nous rejetons la solution arbitraire de donner à chaque chambre d'un parlement bicaméral un vote et ce même en des questions qui ne pourraient être constitutionnellement du ressort que d'une de ces chambres. De même donner le contrôle (et les votes) qu'aux chambres de l'entité fédérale alors que celle-ci pourrait constitutionnellement être tout à fait incompétente en la matière, constituerait une intrusion inacceptable de l'Union dans l'ordre constitutionnel des Etats Membres.